



**Le budget 2012 d'Afrique du sud :
Difficile relance sans pouvoir d'achat**

Dr Yves Ekoué Amaïzo, Consultant International

17 mars 2012

Email : yeamaizo@amaizo.info

L'essentiel des satisfécits à l'endroit du budget 2012 de l'Afrique du sud repose sur la capacité du Gouvernement à réduire le déficit budgétaire sans neutraliser les efforts de croissance économique. Mais à y regarder de plus près, il y a un peu trop d'autosatisfaction. En effet, les priorités stratégiques sont peut-être présentées en ordre inversé. Le budget sud-africain de 2012 considère que le pouvoir d'achat est une priorité seconde et met l'accent sur les infrastructures. En fait, le budget de 2011 n'est pas fondamentalement différent de celui de 2012. Les promesses d'un futur meilleur ont été rappelées sans que les inégalités ne s'améliorent sur le terrain. Alors réduire le déficit budgétaire dans le cadre d'une croissance faible limite la dynamique économique. Mais ce sont les augmentations ici et là des budgets de subsides qui s'apparentent à faire dans le saupoudrage sur le pouvoir d'achat. En réalité, le budget 2012 augmente la dépendance des citoyens vulnérables au lieu de les inciter à générer des richesses.

Pourtant des changements au plan politique risquent de découler d'allégations de corruption sur la personne de l'actuel Vice-Président Motlanthe. Mais d'aucuns diront qu'il ne s'agit là que d'une forme subtile de pression devant conduire ce dernier à ne pas se présenter au poste de Président de la République sud-africaine. Même si les allégations de corruption risquent de faire pschitt, cela doit nécessairement profiter à quelqu'un. En effet, il n'y a rien de tangible dans le « dossier » comme devrait le confirmer le « *Protecteur du citoyen* », chargé, à la demande du vice-Président, d'enquêter et de disculper ce dernier et sa compagne sur ces allégations de corruption qui empoisonnent la vie politique du pays.

1. Le budget sud-africain de 2011 : promettre le futur

Le deuxième budget du Président Jacob Zuma présenté le 23 février 2011 par le Ministre des Finances, Pravin Gordhan avait pour objectif d'offrir des nombreuses opportunités d'emplois, une infrastructure moderne et un niveau de qualité de vie élevée¹. Il faut pour cela une croissance économique estimée par le Fonds monétaire international à 3,4 %² en 2011. Mais lorsqu'on compare le différentiel de croissance entre le Produit intérieur brut par habitant (PIB/hab.) en 2011 estimé à 2,2 % et la croissance de l'inflation représentée par l'indice proxi qu'est le prix à la consommation de 5,9 % pour la même année, il a un différentiel de -3,7. Il s'agit là tout simplement d'une décroissance du pouvoir d'achat, et donc une perte directe de pouvoir d'achat. Alors est-ce qu'il y a eu une amélioration de la situation dans le budget 2012 ?

La réponse est non. En effet, le différentiel de croissance entre le PIB/hab. en 2012 estimé à 2,3 % et la croissance de l'inflation ou du prix à la consommation de 5,0 % pour 2012 reste négatif avec -2,7³. Il y a donc eu une légère amélioration par rapport à 2011 mais la gouvernance du Président Jacob Zuma peine à rétablir les grands équilibres qui permettraient de soutenir le pouvoir d'achat. Autrement dit, malgré les grandes incantations dans les budgets successifs (2011 et 2012) qui annoncent une Afrique du sud rayonnante économiquement dans le futur, le Gouvernement Zuma, dans ses arbitrages, considère les grands projets d'infrastructure (développement and intégration des infrastructures du rail, de la route et des



portuaires et fluviaux) comme une priorité, bien au-dessus de la vraie priorité des Sud-Africains qu'est le pouvoir d'achat. Il suffit de voir la distribution des budgets.

Pourtant, dès 2011, l'Afrique du sud a été invitée à rejoindre officiellement le groupe des pays émergents, Brésil, Russie, Inde et Chine (BRICS). L'Afrique du sud aurait dû bénéficier en retour d'une ouverture de marché, d'une plus grande compréhension quant à l'accès à des financements des pays émergents sans conditionnalités notoires comme c'est le cas pour les institutions de Bretton-Woods. Paradoxalement, le retour en termes de marge de manœuvre économique pour le pouvoir sud-africain n'est pas encore une réalité. Les nouvelles sources de croissance et d'opportunités économiques demeurent encore un futur lointain. Rappelons tout de même que la moyenne de l'Afrique subsaharienne entre 2011 et 2012, en termes de différentiel de croissance entre le PIB/h et l'inflation, s'est nettement améliorée tout en restant dans le négatif, passant de -6,5 en 2011 à -3,3 en 2012. L'Afrique du sud avec un différentiel de croissance du pouvoir d'achat en 2012 de -2,7 fait donc mieux que la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Mais tout de même pour un pays qui sert de locomotive économique pour le continent et l'Afrique australe, on peut faire beaucoup mieux.

Il s'agit donc bien d'un problème d'arbitrage dans les choix stratégiques. Si l'infrastructure est considérée comme une priorité avant le pouvoir d'achat et la création d'emplois, il est possible que cela ne favorise qu'une partie de la population. Rappelons qu'au plan de la distribution des revenus et de la capacité à consommer des populations, les choses ne se sont pas tellement améliorées sur le fond en Afrique du sud. Depuis la fin de l'Apartheid, il y a assurément des Noirs milliardaires qui pratiquent souvent les mêmes formes de management de la politique du salaire le plus bas possible pour les travailleurs. Mais la réalité de l'indice de Gini en 2000 avec 57,8 % signifiait qu'il y avait une asymétrie de distribution des revenus avec comme conséquence une asymétrie dans la capacité à consommer. Plus ce chiffre se rapproche de 100 %, plus l'inégalité dans la distribution des revenus (ou de la capacité à consommer) est au maximum alors qu'un chiffre proche de zéro signifierait que cette inégalité tend à se réduire, fondement d'une meilleure cohésion sociale, de la sécurité et de la paix civile.

L'Afrique du sud se doit de produire des données actualisées portant sur l'indice de Gini. Car en 2000, 20 % de la population la plus pauvre se partageaient 3,1 % des revenus alors que 20 % de la population la plus riche se partagent 62,7 % des revenus⁴. Ce problème fondamental de l'économie sud-africaine est passé en priorité seconde dans le budget 2012 dès lors que l'accent est mis sur l'infrastructure avant le pouvoir d'achat. Il n'y a donc pas de solutions durables sans améliorer et promouvoir les capacités productives locales pour servir un marché local et régional en priorité. Il n'y a pas de solutions si les mesures consacrées à la capacité productive et à l'emploi décent forment un ensemble de saupoudrage sans effets d'entraînements significatifs avec comme objectif de renforcer un populisme de gestion paternaliste du pouvoir.

2. Le budget sud-africain de 2012 : réduire le déficit budgétaire

Le déficit budgétaire pour 2011-12 est estimé à 4,8 % du PIB, avec des projections à 4,6 % en 2012/13 et 3 % en 2014-2015. La dette publique qui s'élevait en moyenne à 31,7 % du PIB entre 2004-2008 était de 34,8 %



en 2010 et devrait s'établir autour de 38 % du PIB d'ici 2015. Le déficit budgétaire actuel n'est donc pas retombé en-dessous du niveau d'avant la crise financière, à savoir 27,3 % du PIB en 2008. Une légère amélioration entre le budget 2011 et le 2012 ne doit pas cacher la forêt. Le Gouvernement sud-africain a du mal à réduire substantiellement son déficit budgétaire mais y travaille.

L'Afrique du sud n'a pas retrouvé sa croissance économique de 4,9 % entre 2004-2008. Au contraire, celle-ci était de 3,1 % en 2011, et devrait retomber à 2,7 % en 2012, avant de remonter à 3,6 % en 2013 et 4,2 % en 2014 selon les déclarations du Ministre des finances, Mr. Gordhan. Ce dernier tente de masquer la contreperformance et les contrecoups de la crise de solvabilité en Union européenne sur l'économie sud-africaine en 2012. La vraie question est de savoir si l'Afrique du sud est suffisamment prête pour tirer parti des nouvelles opportunités qu'offre cette nouvelle période de transition où les pays émergents « *émergent* » alors que les pays riches occidentaux du G7 sont en train d'entrer dans une période longue où leurs économies oscilleront entre récession et croissance molle.

Autrement dit, la stratégie de l'Afrique du sud consistant à faire des pays du G7 le pôle central des exportations sud-africaines devient erronée, avec comme conséquence une contagion de la croissance molle des pays du G7 en Afrique du sud. Il importe que la diversification de l'économie sud-africaine vers la satisfaction des marchés intérieur, sous-régional, continental et des pays émergents prenne la relève. Mais justement, en misant essentiellement sur l'infrastructure facilitant les exportations sans suffisamment de transformation locale pour capter la valeur ajoutée, la stratégie inscrite dans le budget 2012 pourrait se révéler défailante à moyen-terme car incapable de produire de la croissance forte. De plus, les arbitrages effectués tendent à décourager la formation et la mise à niveau des compétences et la promotion des capacités productives dans le pays. Au temps de la colonisation, l'infrastructure dominait les politiques d'appropriation des matières premières des colonies. Il ne faudrait pas qu'à force de mettre l'accent sur la maîtrise des dépenses publiques, les responsables sud-africains oublient de focaliser les priorités des priorités sur l'adaptation des compétences par l'acquisition de savoir et de savoir-faire afin de faire progresser les firmes sud-africaines dans les chaînes de valeur productives offrant des services à valeur ajoutée.

Sur ce point, il est même étonnant de constater qu'en 2012, la projection de la croissance du PIB de l'Afrique du sud montre que celle-ci devrait être inférieure à la moyenne de l'Afrique sub-saharienne estimée à 5,8 %, ou même à la moyenne de la Communauté des Etats d'Afrique australe (La SADC) estimée à 5,0 %. La locomotive économique sud-africaine semble faire du surplace. La stratégie d'intégration de l'Afrique du sud dans le commerce mondial principalement axée sur l'Union européenne pourrait se révéler être une erreur fatale dès lors que l'UE voit ses performances remises en cause du fait de la crise de la dette, avec en contrepartie une réduction substantielle de sa demande des biens et services sud-africains. Il y a besoin d'un changement radical, une inversion des priorités pour mettre l'accent d'abord sur la mise à niveau des compétences afin d'être au rendez-vous de nombreuses délocalisations d'industries et services qui devraient passer de l'Asie en général, des pays émergents en particulier, vers les pays africains disposant d'un environnement favorable et prévisible comme l'Afrique du sud. Ce dernier devrait normalement devenir l'atelier de production industriel en Afrique si le Gouvernement pouvait mettre à profit cette période de transition pour former, mettre à niveau les compétences locales et surtout renforcer



l'application des normes et standards pour accueillir un système productif mondial en voie de déplacement vers les pays africains présentant le meilleur climat des affaires.

Ce d'autant qu'il est constaté dans le budget 2012 qu'environ « 85 millions d'emplois du secteur manufacturier en Chine seront transférés, au cours des années à venir, vers d'autres pays ». Il n'est pas étonnant de voir le Ministre Gordhan poser la vraie question à laquelle il oublie de répondre : « Avons-nous les bonnes politiques, les conditions et de l'audace pour permettre aux entreprises sud-africaines de tirer parti des changements très importants en cours dans les modes de production et le commerce? ». La réponse est en fait non même si l'Afrique dispose de l'essentiel des potentialités. Seulement, ce n'est pas en mettant l'accent en priorité sur les infrastructures en repoussant le pouvoir d'achat en fin de priorité que l'emploi, l'entrepreneuriat et la formation viendront soutenir l'accélération du positionnement de l'Afrique du sud dans les 5 ans à venir.

En outre, la population sud-africaine présente une importante population jeune sans travail. Aussi, il existe un biais envers les femmes de manière générale dans le budget, notamment les femmes et filles mères qui peinent à maintenir leur pouvoir d'achat tout en assurant l'éducation et la formation de leurs enfants. Le faible niveau d'éducation et les abandons de scolarité par une catégorie de plus en plus importante et plus en plus marginalisée ne doivent pas être sous-estimés comme créateur de malaise social. Le budget 2012 prévoit une augmentation de 105 à 122 milliards de rands (10,5-12,2 milliards d'Euros) pour les allocations et autres dons et soutiens. Mais avec 9 millions d'enfants sans père identifié dans le pays, le budget 2012 tend simplement à augmenter le nombre de citoyens, les femmes en particulier, qui vivent dans une dépendance accrue de l'Etat. Paradoxalement, cela conduit à déresponsabiliser certains, les jeunes femmes en particulier qui ne retrouvent pas le chemin des écoles après être tombées enceintes, avoir donné naissance à un enfant et parfois se retrouvant contaminées par le VIH-SIDA⁵.

3. Le budget sud-africain de 2012 : Le pouvoir d'achat, une priorité seconde

Le Président Jacob Zuma a donné un mandat « clair et historique » pour écrire une « nouvelle histoire de l'Afrique du sud » en mettant l'accent sur le « comment travailler ensemble, comment réduire le chômage, et comment réduire l'inégalité économique et la pauvreté⁶ » ? Aussi, la capacité de résilience de l'économie sud-africaine au cours de la crise financière de 2007-2008 n'est plus suffisante pour structurer l'avenir de ce pays. Il faut bien constater que l'ordre de priorité programmatique contenu dans le budget se présente comme l'inverse exact de ce que souhaiteraient les populations à savoir : 1. une infrastructure moderne ; 2. une économie dynamique ; 3. une qualité de vie décente pour tous ; 4. une réduction de la pauvreté et 5. des emplois décents. En réalité, lorsqu'on interroge la grande majorité des citoyens sud-africains, c'est bien l'emploi décent qui vient en tête avec d'ailleurs son corollaire, le renforcement du pouvoir d'achat. Cette augmentation du pouvoir d'achat devrait conduire à une amélioration de la richesse et par automatisme, une réduction de la pauvreté et une qualité de vie améliorée. C'est d'ailleurs, ce changement stratégique d'approche qui viendrait soutenir une économie dont le dynamisme serait renforcé par la modernisation de l'infrastructure au service des populations et non pas simplement au service du système extraction-exportation sans valeur ajoutée notamment dans le domaine manufacturier.



Il est possible d'affirmer que le budget 2012 de l'Administration Jacob Zuma inverse les priorités au point de créer à terme un manque de confiance dans la capacité du Gouvernement à s'occuper des problèmes de la majorité de la population. Cette défiance pourrait avoir des conséquences assez importantes sur la cohésion de l'ANC comme parti politique surtout si d'une part, les chantiers portant sur l'infrastructure sont retardés et augmentent en définitive l'endettement du pays et que d'autre part, des soupçons de corruption continuent à peser sur des personnalités importantes du pouvoir.

Le pari est simple. Un déficit budgétaire renforcé en 2011 et 2012 (-4,3 % du PIB en 2011 et -3,6 % en 2012 selon le FMI) repose sur un besoin de financement du secteur public de 7,1 % du PIB en 2011/12. Avec une baisse progressive à partir de 2014/15, le financement de l'infrastructure devrait commencer à produire des effets positifs. Il ne faut donc pas dévier de la ligne rouge consistant à stabiliser le budget sans bloquer les opportunités de croissance de l'économie. Mais en aucun cas, il ne faut accroître la charge qui pèserait sur les générations futures. Alors si le Gouvernement veut accroître les revenus futurs et réduire la pauvreté et les inégalités, il doit assurer une cohésion de l'ensemble des communautés qui fondent leur développement sur le solidarisme économique⁷ tout en réduisant les inégalités sociales. La décentralisation, l'autonomisation des municipalités et le partenariat entre les organisations de la société civile, les syndicats et le secteur privé devraient servir de fondement à une économie de l'interdépendance⁸. La priorité doit donc revenir sur la mise à niveau des compétences par l'éducation et l'entrepreneuriat, les négociations de contrats associant la société civile représentative notamment lors des arrangements avec le secteur productif en provenance des pays émergents. A défaut, malgré une légère reprise, le taux de chômage estimé à 23,9 % reste trop élevé. Aussi, sans une priorité nouvelle accordée au pouvoir d'achat, l'Afrique du sud pourrait ne pas tirer parti du nouvel ordre mondial en transition avec les pays émergents qui continuent à soutenir la croissance mondiale. YEA.

¹ Gordhan, Pravin (2011). *2011 Budget Speech*, 23 February 2011, National Treasury, South Africa : Johannesburg, voir <www.treasury.gov.za>, accédé le 15 mars 2012.

² IMF (2011). *Regional Economic Outlook. Sub-Saharan Africa. Sustaining the Expansion, October 2011*, IMF : Washington D. C., p. 68.

³ IMF (2011), op. cit., p. 73.

⁴ World Bank (2011). *World Development Indicators 2011*, World Bank : Washington D. C., p. 70.

⁵ Kayisi, Daud (2012). «South Africa 2012 National budget blind to Women's Economic Empowerment», in *Gender Links*, 24 February 2012, see <<http://www.genderlinks.org.za/article/south-africa-sa-2012-national-budget-blind-to-womens-economic-empowerment-2012-02-24>>, accessed 16 March 2012.

⁶ Gordhan, Pravin (2012). *2012 Budget Speech*, 22 February 2012, National Treasury, South Africa : Johannesburg, voir <www.treasury.gov.za>, accédé le 15 mars 2012.

⁷ Amaizo, Yves Ekoué (2010). *Crise financière mondiale. Des réponses alternatives de l'Afrique*, éditions Menaibuc : Paris.

⁸ Amaizo, Yves Ekoué (1998). *De la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation. Une chance pour l'Afrique ?*, éditions l'Harmattan : Paris.